

Jean-Claude Icart  
Communication au Colloque  
« Les défis et les enjeux de l'après-Durban »  
UQAM, 16 novembre 2001

## LES COULEURS DU LENDEMAIN

Il y a eu un accord obtenu à l'arraché, un accord arraché au forceps.

La Conférence de Durban se serait achevée par une dérobade afin de sauver les apparences mais ce fut en fait un échec monumental.

On pourrait continuer ainsi la liste des grands titres de journaux le 9 septembre dernier. Il n'en reste pas moins qu'il y a eu une Déclaration finale et un Plan d'action, les deux grands objectifs de Durban ont donc été atteints, en dépit d'un agenda très chargé, trop chargé sans doute.. On peut ne pas être pleinement satisfait du résultat, il n'en reste pas moins qu'il est là, qu'il existe et que c'est la base sur laquelle il faudra travailler au cours des prochaines années, sinon des prochaines décennies.

La presse estime également, de façon quasi unanime, que le tapage autour du drame proche-oriental a cruellement desservi la cause de la lutte contre le racisme. On a parlé à cette occasion de kidnapping ou de détournement de l'agenda, d'intifada politique, ou encore de guérilla pour écouler le temps, pour jouer l'horloge, comme on dit au foot-ball. La semaine aurait donc été entièrement dominée par le dossier proche-oriental. D'un côté, le monde judéo-chrétien, de l'autre, le monde arabo-musulman. Et bien sûr, les peuples noirs d'Afrique sub-saharienne, leurs descendants ainsi que les populations autochtones feraient encore une fois figure d'exclus, figure d'intrus, figure de tierces personnes, figure de Tiers Monde, même si on admet de plus en plus que le racisme est un produit historique du colonialisme et de l'esclavage.

Le ministre ivoirien de la Justice, Mr Oulai Siene, disait à Durban : « Quand on a tué le lion, il ne faut pas avoir peur de ses yeux. Le monde a combattu contre l'esclavage et l'a emporté. On a combattu le colonialisme et on l'a emporté. On s'est battu contre l'apartheid et on l'a emporté. Il ne faut pas avoir aujourd'hui peur des mots ». Le problème justement c'est qu'on ne sait pas si le lion est mort. On peut penser qu'il s'est plutôt donné une seconde vie sous le masque du néo-colonialisme et du néo-racisme.

À Durban donc, dans le coin bleu, le monde judéo-chrétien, dans le coin rouge, le monde arabo-musulman : les trois grandes religions du « Livre », qui ont une source unique et prêchent toutes les trois l'amour et la fraternité, mais qui ont été combien meurtrières dans l'histoire de l'humanité, se déchirant sous les yeux des descendants des peuples issus des religions de la nature. Comment ne pas penser à l'hypothèse de Sigmund Freud, lui-même juif, sur le judaïsme? Dans « Moïse et le monothéisme », Freud se demande au fond si l'affirmation de l'existence d'un « peuple élu » ne renvoie pas à une certaine « damnation » des peuples non-élus, et donc à une certaine hiérarchisation des différences?

On peut aussi se demander si la notion de « peuple élu » contenu dans le monothéisme juif ne se retrouve pas également, jusqu'à un certain point, dans les autres « religions du Livre »,

soit le Christianisme et l'Islam? On pourrait aussi se demander quelle a été l'influence de cet élément sur le développement du racisme.

Comment ne pas penser également que ces deux camps aient trouvé leur compte dans leur querelle de Durban, en évitant ainsi d'avoir à consacrer trop de temps à d'autres questions trop dérangeantes? Les uns, pour ne pas parler de la traite trans-saharienne qui, sur une période un peu plus longue il est vrai, a fait autant de victimes que la traite trans-atlantique et qui dure encore de nos jours. (Il y a eu malgré tout résolution contre l'esclavage, pas seulement contre l'esclavage trans-atlantique, à fortiori contre l'esclavage contemporain) Les autres pour éviter d'aborder de front l'épineuse question des réparations.

Pour les uns, la réparation aurait dû être l'annulation de la dette des pays du Tiers Monde, revendication mise à l'ordre du jour par le Jubilé 2000 puis par le large mouvement citoyen anti-globalisation néo-libérale. Cette question aurait mérité un examen plus approfondi car il y a un exemple clair dans l'histoire, celui de la République d'Haïti, qui montre bien comment une dette trop lourde, injuste, inique et usuraire, a pu handicaper le développement d'un pays pendant plus d'un siècle et les conséquences sont encore visibles aujourd'hui. Je rappelle brièvement qu'Haïti, après avoir vaincu sur le champ de bataille les armées napoléoniennes en 1804, a été contrainte, pour que son indépendance soit reconnue par le concert des nations, d'accepter en 1825 de payer à la France une dette de 150 millions de francs-or, dette qu'elle finira d'acquitter en 1946!

Pour d'autres pays, mais principalement les Etats-Unis, cette réparation signifiait des compensations monétaires aux anciens esclaves. Il n'est sans doute pas inutile de souligner ici une spécificité des Etats-Unis dans le monde occidental. C'est le seul pays occidental dont une très grande partie de l'économie a reposé sur l'exploitation sur son propre sol, de nombres importants d'esclaves provenant de la traite trans-atlantique. Si vous me permettez une petite parenthèse sur ce point, je voudrais rappeler ici que le fait de se noircir le visage pour leurs troubadours a été un véritable rite de passage du statut d'immigrant à celui d'Américain pour beaucoup de communautés européennes établies aux Etats-Unis jusqu'au début des années 1930.

Je referme bien vite la parenthèse pour retourner à Durban afin de retenir la conclusion de Mme Mary Robinson : « Durban n'est pas la fin du processus mais le point de départ d'une longue et difficile route ». Combien longue? Combien difficile? Les lendemains de Durban nous l'ont très vite rappelé. Je parle bien sûr de ce fameux 11 septembre, qui fut le véritable lendemain de Durban.

Certains ont pu voir dans cet attentat un cadeau inestimable fait à l'extrême droite américaine et internationale qui allait en profiter pour prendre d'assaut les libertés civiles, imposer au monde leur agenda néo-libéral et assouvir leur soif de pétrole. Dans sa chronique « Dixit de Cybérie » du 29 octobre 2001, Laurent Laplante se demande même « si nous traversons une crise ou si nous sommes emportés par un processus de mutation radicale ». Il explique :

*« Il fallait la guerre pour changer les règles du jeu. Il se peut, bien sûr, que la crise soit survenue sans le moindre avertissement, mais il faudrait alors expliquer la cohérence et l'efficacité de la riposte. Car le résultat est devant nous, inquiétant et majestueux. En l'espace de quelques semaines, en effet, la force est devenue acceptable et même séduisante, l'efficacité valorisée et même adulée, les contraintes acceptées et même désirées. Les nuances n'importent plus, les autres valeurs n'ont plus cours.*

(L. Laplante, « Derrière la crise, une mutation? » in Dixit de Cybérie, Québec, 29 octobre 2001.)

Cependant, devant l'horreur du Point Zéro, devant le traumatisme subi par les survivants, hantés jusqu'à ce jour, et certainement pour très longtemps encore, par le bruit des corps qui s'écrasent sur le pavé de Manhattan, il faut d'abord et avant tout se rappeler que, s'il est vrai que le sang change parfois de couleur, s'il est vrai également que le terrorisme lui aussi change souvent de couleur, une constante demeure : en exacerbant les particularismes ethniques, culturels ou religieux, en voulant toujours définir un monde manichéen, sans nuance, sans couleurs, dans lequel tout est soit blanc, soit noir, la guerre est certainement le terreau le plus fertile pour l'éclosion du racisme. Il y a bien trop d'exemples dans l'histoire qui nous rappellent sans cesse que le racisme peut conduire des peuples entiers sur le chemin de la guerre, les inciter au crime ou encore pousser des millions de personnes à quitter leurs pays.

Il est vrai que depuis le 11 septembre, se sont multipliés les appels au calme, les mises en garde, les invitations à la tolérance et au respect des minorités, particulièrement les communautés de foi islamique qui se retrouvent les plus « à risques » dans ce contexte. Cette semaine encore, j'ai reçu des documents de la Fondation canadienne pour les relations raciales et de « Vivre ensemble », un bulletin de pastorale interculturelle portant spécifiquement sur ce thème. Si l'écho des débats de Durban a pu contribuer à cette retenue, ce serait déjà là un résultat appréciable. La vigilance demeure cependant de mise, d'autant plus que si le racisme flagrant semble perdre du terrain, il n'en est pas de même pour le racisme voilé.

Par ailleurs, la Guerre froide est encore toute fraîche dans les mémoires. C'était l'époque où l'on soutenait ouvertement les dictatures les plus rétrogrades et les plus sanguinaires, notamment en Amérique latine et dans la Caraïbe, au nom de la lutte contre un adversaire satanisé. C'était l'époque où tous les conflits locaux ou régionaux ne pouvaient s'exprimer qu'à l'intérieur d'une logique imposée de l'extérieur. Ce temps peut malheureusement revenir. On nous promet simplement que la guerre sera moins froide!

Les Nations Unies ont été mises sur pied au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, justement en raison des horreurs causées par le racisme et l'antisémitisme. La lutte au racisme constitue, ou du moins devrait constituer, une des missions essentielles de l'ONU, sinon sa véritable raison d'être. Par conséquent, malgré leurs faiblesses et leurs insuffisances, les résultats de Durban devraient être une véritable priorité pour tous les États-membres, surtout après le 11 septembre.

Je dis les États-membres et je reconnais tout de suite que c'est une faute. La Charte des Nations Unies commence par ces mots : « Nous, peuples des Nations Unies.... ». De même, la Déclaration universelle des droits de l'Homme et toutes les conventions qui en découlent, incluant la Convention pour l'élimination du racisme et de la discrimination, ne s'adressent pas seulement aux gouvernements mais aussi à toutes les instances de la société. Cependant, l'État ayant le mandat premier d'encadrement d'une société, il est naturel qu'on se tourne vers lui pour pour des questions qui intéressent, ou devraient intéresser, l'ensemble de la société.

La Conférence de Durban est partie du postulat que le racisme est un phénomène universel, c'est à dire, que l'on retrouve sous une forme ou sous une autre, sous toutes les latitudes, dans tous les pays du monde. Il ne peut cependant s'actualiser que dans des contextes sociaux bien précis. Il est donc toujours « in-formé » par une histoire, une dynamique et un environnement culturel particuliers. Il peut donc s'exprimer de façons différentes selon les époques et les latitudes. Le 11 septembre au fond souligne encore plus la nécessité et l'urgence pour chaque pays de s'inspirer de la Déclaration et du Plan d'action de Durban, pour se doter de son propre plan d'action pour lutter contre le racisme.

Depuis le 11 septembre, il paraît que le monde est en crise. J'aime à rappeler dans les moments de crise les propos de mes amis chinois : pour représenter le mot « crise », les Chinois utilisent deux idéogrammes qui signifient , le premier, « danger » et le second, « occasion », « opportunité », « espoir ». Le danger est là sous nos yeux, mais le titre de mon intervention est inspiré d'un vers d'un poète haïtien, Anthony Phelps, qui écrivait, durant les années les plus sombres de la dictature duvaliériste. « De quelle couleur est la saison nouvelle sinon d'espoir? »